



LE GALERIEN

octobre 2017

« Mensuel à périodicité variable de la section Solidaires Finances Publiques des Pyrénées Atlantiques »

Au sommaire :

- le CTL du 5 octobre .
- grève Fonction Publique du 10 octobre.

Le CTL du 5 octobre 2017

A l'ordre du jour de ce CTL : la mise en place du Centre de Contact.

notre déclaration liminaire :

Monsieur le Président,

Après l'annonce du gel du point d'indice et du rétablissement du jour de carence pour les fonctionnaires, les orientations prévues par le gouvernement pour 2018 portent un nouveau coup de massue à l'ensemble de la Fonction Publique : nous devrions encore assister à une baisse significative des moyens, humains et budgétaires, des ministères et des administrations que l'exécutif considère toujours comme non-prioritaires ; les ministères économiques et financiers en font partie, et donc la DGFIP.

Cette dernière, déjà fortement amputée depuis de trop nombreuses années, voit ses structures disparaître peu à peu, dans un mouvement de concentration et de digitalisation destructeur de notre réseau et de nos emplois. Les agents de la DGFIP seront non seulement touchés par la dégradation leurs conditions de vie et d'exercice de leurs missions, mais aussi par la baisse de leur pouvoir d'achat.

Pour justifier ces funestes orientations et son plan de réduction des dépenses publiques, le premier ministre

a annoncé la création d'un « Comité Action Publique 2022 » (CAP 22), qui devra s'interroger sur l'opportunité du maintien et sur le niveau de portage le plus pertinent de chaque politique publique ;

Ses objectifs sont clairs : « il pourra proposer des transferts entre les différents niveaux de collectivités publiques, des transferts au secteur privé, voire des abandons de missions... ».

Le commentaire de notre Directeur Général après l'annonce du projet de loi de finance pour 2018 et ses 1600 suppressions d'emplois pour la DGFIP, commentaire que tous les agents ont pu lire dans Ulysse, est également très clair : « l'année 2018 sera cependant une année de transition, les efforts en matière de suppressions d'emplois ayant vocation à se renforcer dans les années suivantes »....

Ces annonces et ces perspectives désastreuses ne font que renforcer la colère des agents, qui s'exprimera lors de la journée d'action « Fonction Publique » du 10 octobre prochain ;

Avec l'ensemble des fonctionnaires et au-delà, ils manifesteront pour l'arrêt des suppressions d'emplois, pour le maintien de notre maillage territorial, pour une compensation totale et pérenne de l'augmentation de la CSG, pour la défense des missions de la DGFIP, pour la protection de leur statut, qui permet un traitement juste et équitable de chaque citoyen devant l'impôt.

En réponse à notre déclaration liminaire, le Directeur a confirmé les profondes évolutions désastreuses à venir dans la fonction publique : dans les pistes du « CAP 22 » est annoncé le non-remplacement de tous les

départs à la retraite, dans le but de réaliser jusqu'à 4 milliards d'économies !

120000 suppressions d'emplois sur 5 ans, soit 70000 suppressions dans le versant Territorial, et 50000 suppressions dans le versant d'État, dont les principaux contributeurs sont : les Finances, la Transition écologique et solidaire, la Solidarité et la Santé, le Travail, l'Agriculture et l'Alimentation, la Culture.

Dans le privé, les plans sociaux s'accumulent, avec des licenciements facilités par les Lois Travail.

Le secteur public n'échappe pas à la logique de rentabilité qui prévaut dans le privé : il faut absorber des réformes de structures avec toujours moins d'emplois.

A la DGFIP, si l'objectif de 25000 suppressions d'emplois en 5 ans doit être atteint, et compte tenu des « seules » 1650 suppressions pour 2018, combien d'emplois seront supprimés l'année suivante ? 5000 ? 6000 ? 8000 ? ces nombres effrayants ont été évoqués par notre Direction, parmi les scénarios « catastrophe » qui se dessinent pour nous....

Ordre du jour :

A l'ordre du jour de ce CTL figurait la proposition de modules d'horaires variables pour le Centre de Contact (CDC) de Pau, créé au 1^{er} septembre 2017.

2 modules horaires, somme toute assez voisins, avaient été proposés aux agents de CDC. La proposition qui a récolté la majorité des suffrages (32 agents sur 44, soit 73 %) est la suivante :

- **équipe en horaires variables :**

plages fixes : 9h30-11h30 et 14h -16h.

Plages variables : 7h30-9h30 et 16h-19h.

(comme l'ensemble des agents de notre DDFIP)

- **équipe en horaires décalés :**

plage fixe : 12h30 – 19 h.

plages variables : 8h30-12h30 et 19h-19h30.

C'est donc cette proposition qui a été retenue.

(l'autre proposition comportait des « bornes » décalées d'un quart d'heure par rapport à la proposition majoritairement retenue).

Le fonctionnement opérationnel du Centre de Contact n'a pas été évoqué, et son Règlement Intérieur n'a pas été présenté ; ces points feront l'objet d'un CTL ultérieur.

Concernant le vote des plages horaires retenus, les représentants de Solidaires Finances Publiques 64 se sont abstenus : la proposition retenue est celle qui a été majoritairement choisie par les agents, mais notre abstention avait pour but de marquer notre opposition au déploiement des Centres de Contact, qui

éloignent encore nos services de l'usager, accélèrent la disparition des SIP et « justifient » les suppressions d'emplois.

Concernant le Centre de Contact, le directeur nous a informé de l'affectation de 3 agents supplémentaires, au 13 novembre 2017.

Nous avons également souligné la densité et l'insuffisance de la formation des nouveaux agents issus des concours, notamment la présentation trop rapide des deux applications informatiques les plus importantes, Adonis et e-contact.

A l'ordre du jour de ce CTL également, la diminution des horaires d'ouverture au public de la trésorerie de Saint Palais ; comme d'habitude en pareil cas, nous avons voté « contre » cette diminution : ce sont des moyens en effectifs qu'il faut donner à tous les services ; la baisse continue des moyens en effectifs alloués au réseau comptable conduit inexorablement à la fermeture programmée, une à une, des trésoreries de proximité, nous le constatons bien avec la fermeture de 5 d'entre elles au 1^{er} janvier 2018 !!!

Grève Fonction publique du 10 octobre

Il faut le souligner, c'est l'ensemble des Organisations Syndicales de la Fonction Publique qui appelaient à cette journée d'action le 10 octobre 2017, journée d'action particulièrement réussie à la DDFIP 64, avec 55 % de grévistes et des agents en nombre dans les manifestations à Pau et à Bayonne.





Les agents de notre Direction ne manquaient pas de motifs de mécontentement, qu'ils ont exprimé par la grève :

- poursuite des suppressions d'emplois en 2018, 1650 pour la DGFIP, et un grand nombre dans le 64, avec, parmi les conséquences, la fermeture au 1^{er} janvier 2018 des postes comptables de Garlin, Thèze, Salies, Navarrenx, Ustaritz, la fusion des SIP de Bayonne et d'Anglet, des SIE de Bayonne et d'Anglet, etc (cf notre « galérien » de septembre).
- baisse insupportable des Dotations Globales de Fonctionnement, pesant sur des conditions de travail déjà lourdement dégradées au fil des années.
- gel du point d'indice, après les miettes octroyées il y a quelques mois pour faire croire aux fonctionnaires, juste avant les élections nationales, qu'on a de la considération pour eux, après déjà 6 années de gel.....
- rétablissement du jour de carence.
- mépris affiché par le pouvoir politique et l'exécutif, qui entretiennent l'idée que les fonctionnaires sont responsables des déficits publics et de la crise, qu'ils coûtent trop cher et qu'ils sont des nantis, voire même des « fainéants ».
- mensonges du ministre M Darmanin, déclarant que les fonctionnaires vont gagner 4 % de pouvoir d'achat en 2017, « *ce qui n'est pas toujours le cas chez les salariés du privé* » ;;;; !!!



Chacun sait qu'il n'en est rien, et, de la part d'un ministre, confondre ainsi sciemment, pour entretenir dans l'opinion la division public/privé, la masse salariale totale, en augmentation de 4 %, et l'augmentation du pouvoir d'achat, infime, est un procédé scandaleux et méprisant pour l'ensemble des fonctionnaires.

- climat social dégradé, voire délétère dans des services de plus en plus nombreux.



ET CE N'EST QUE LE DEBUT !!!

Après cette journée d'action, l'administration des Finances a communiqué, le 12 octobre, aux Organisations Syndicales les fiches pour le groupe de travail « mutations 2018 » qui avait été repoussé aux 19 et 20 octobre :

Le contenu de ces fiches constitue une attaque d'une gravité inconnue à ce stade contre les droits et garanties des personnels.

L'administration veut imposer entre autres :
la suppression de l'affectation nationale à la RAN mission/structure pour une affectation uniquement au département pour tous les agents A,B et C ;
la suppression du mouvement complémentaire pour les C ;
le blocage pendant 3 ans sur le poste de 1ère affectation (après recrutement ou promotion) pour tous les agents A,B et C ;
un délai de séjour entre deux mutations qui passe d'un an à deux ans

Certaines propositions de fiches prendraient effet dès 2018, d'autres les années suivantes, elles sont toutes inacceptables !

Solidaires Finances Publiques appelle l'ensemble des personnels à se mobiliser pour empêcher toutes les déréglementations programmées par l'administration.



10 OCTOBRE : TOUTES ET TOUS EN GREVE POUR NOTRE STATUT ET NOS SALAIRES !

Pour le Président de la République et son gouvernement, les fonctionnaires sont avant tout une variable d'ajustement au service de son programme de réduction de la dette.

A la DGFIP, la rentrée est toujours synonyme de mauvaises nouvelles, la lecture de la loi de finances annonçant son lot de réductions de moyens et de suppressions d'emplois.

Pour 2018 : 1650 postes supprimés à la DGFIP et plusieurs millions d'€ de budget en moins !

Les agents de la DGFIP vont ainsi devoir absorber en 2018 la quasi-totalité des suppressions d'emplois dans la Fonction Publique d'État.

La vision politique d'un service public qui ne serait qu'une charge pour l'ensemble de la société a des conséquences très concrètes à la DGFIP :

- > **restructurations incessantes**
- > **adaptation des structures et du réseau au mépris des besoins des usagers et des élus locaux**
- > **perte du sens de nos missions**
- > **dégradations de nos conditions de vie au travail**
- > **blocage des promotions**

C'est bien ce que vivent les agents de la DGFIP 64 tous les jours et dans tous les services !

Comble de l'ironie, alors que le gouvernement annonce partout vouloir redonner du pouvoir d'achat aux salariés, il oublie les fonctionnaires !

Le 10 octobre, avec tous les fonctionnaires, les sections CGT Finances Publiques 64, FO DGFIP 64, SOLIDAIRES Finances Publiques 64 et CFDT 64 appellent l'ensemble des agents de la DGFIP des Pyrénées Atlantiques à se mobiliser massivement pour défendre légitimement une autre vision du service public et de la DGFIP.

Le 10 OCTOBRE TOUTES ET TOUS EN GREVE ET DANS LES MANIFESTATIONS POUR :

- ▶ **l'augmentation de la valeur du point d'indice et refuser tous les systèmes de rémunération au mérite, aujourd'hui le RIFSEEP**
- ▶ **imposer une compensation pérenne de l'augmentation de la CSG accompagnée d'une augmentation de notre pouvoir d'achat**
- ▶ **empêcher le rétablissement du jour de carence**
- ▶ **défendre le service public et les missions de la DGFIP**
- ▶ **exiger l'arrêt des suppressions d'emplois et des restructurations**
- ▶ **protéger notre statut pour permettre un traitement égalitaire de chaque citoyen**

